

Subdivision Carrières  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le

11 JUL 2022

**Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2022-031 DREAL**

Modifiant les conditions d'exploitation et des garanties financières de la carrière exploitée sur la commune de Tavel aux lieux-dits « Le Village » et « Vaucrose » par la société CARRIERES LUGAN

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, L.516-1, R.181-45, R.181-46, R.516-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°06-199N du 21 décembre 2006 autorisant M. Serge LUGAN à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Tavel aux lieux-dits « Le Village » et « Vaucrose » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°19-002-DREAL complémentaire à l'arrêté préfectoral n°06-199N du 21 décembre 2006 concernant le changement d'exploitant d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Tavel ;

**Vu** la demande du 24 février 2022 complétée le 3 juin 2022 présentée par la société CARRIERES LUGAN portant sur la modification des conditions d'exploitation de la carrière ;

**Vu** le rapport du 8 juin 2022 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** la transmission du rapport d'inspection à l'exploitant en date du 08 juin 2022 ;

**VU** l'absence de réponse en date de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'emprise de l'autorisation accordée doit être revue pour inclure un morceau de la parcelle référencée section A n°678 de la commune de Tavel utilisé comme zone de stockage de matériau et d'équipements de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a modifié le régime d'autorisation de la carrière en ajoutant la rubrique 2517 de la nomenclature ICPE pour délimiter les zones employées aux opérations de tri-transit-regroupement de matériaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a réalisé une séparation par la réalisation de merlons d'une hauteur de 2 m entourant la zone concernée pour réaliser une séparation du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a actualisé le montant de la garantie financière associée à cette modification ;

**CONSIDÉRANT** que ces changements ne sont pas considérés comme substantiels au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement mais nécessitent de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral ;

**SUR** la proposition de Monsieur le secrétaire général ;

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Régime de l'autorisation

L'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n°06-199N du 21 décembre 2006 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations autorisées sont visées comme sui à la nomenclature des installations classées :

Désignation de la rubrique	Rubriques ICPE de la Nomenclature	Régime (*)
Exploitation de carrières ou autres extraction de matériaux	2510-1	A
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2-supérieure à 5000 m <sup>2</sup> mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> (Superficie des zones égale à 9 500 m <sup>2</sup> )	2517-2	D
Ateliers de taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels tels que le marbre, le granite, l'ardoise, le verre etc La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 400 kW (Puissance des installations 60 kW)	2524	NC

(\*) A : Autorisation, D : Déclaration, NC : Non classé

Un plan présentant les zones concernées par la rubrique 2517 est annexé au présent arrêté (Annexe 1).

#### **ARTICLE 2** : Modification de l'emprise de l'autorisation

L'article 1.7 de l'arrêté préfectoral n°06-199N du 21 décembre 2006 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« conformément au plan présenté en annexe du présent arrêté, les installations autorisées sont implantées sur les parcelles suivantes de la commune de Tavel aux lieux-dits « Village » et « Vaucrose »

- n°617 section A du plan cadastral,
- n°619 section A du plan cadastral,
- n°620 section A du plan cadastral,
- n°621 section A du plan cadastral,
- n°622 section A du plan cadastral,
- n°623 section A du plan cadastral,
- n°624 section A du plan cadastral,

- n°625 section A du plan cadastral,
- n°626 section A du plan cadastral,
- n°627 section A du plan cadastral,
- n°617 section A du plan cadastral,
- n°628 section A du plan cadastral,
- n°630 section A du plan cadastral,
- n°631 section A du plan cadastral,
- n°632 section A du plan cadastral,
- n°633 section A du plan cadastral,
- n°634 section A du plan cadastral,
- n°635 section A du plan cadastral,
- n°637 section A du plan cadastral,
- n°638 section A du plan cadastral,
- n°639 section A du plan cadastral,
- n°640 section A du plan cadastral,
- n°641 section A du plan cadastral,
- n°642 section A du plan cadastral,
- n°677 section A du plan cadastral,
- n°678p section A du plan cadastral,
- n°727p section F du plan cadastral,
- n°863 section A du plan cadastral,
- n°866 section A du plan cadastral,
- n°891 section A du plan cadastral,
- n°892 section A du plan cadastral,
- n°894 section A du plan cadastral,
- n°895 section A du plan cadastral »

Un plan présentant l'emprise de l'autorisation est annexé au présent arrêté (Annexe 2). Un plan présentant la remise en état en fin d'exploitation est annexé au présent arrêté (Annexe 3).

### ARTICLE 3 : Montant des Garanties financières

L'article 1.10.2.2 de l'arrêté préfectoral n°06-199N du 21 décembre 2006 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Le montant minimum de référence des garanties financières est fixé à :

Période	Montant des garanties financières (€ TTC)
janvier 2022-décembre 2026	110 380
Janvier 2027-décembre 2031	90 252
Janvier 2032-décembre 2036	72 157

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières mentionnée ci-dessus a été fixé à 776,2986 (indice calculé à partir de l'indice de novembre 2021 égal à 118,80).

Un plan présentant les 3 phases d'exploitation associées aux garanties financières est annexé au présent arrêté (Annexe 4). »

#### ARTICLE 4 : Modalités de renouvellement des Garanties financières

L'article 1.10.2.4 de l'arrêté préfectoral n°06-199N du 21 décembre 2006 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le document attestant de la constitution des garanties financières correspondant à la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2026 définie dans l'article précédent doit être transmis à la préfète du Gard dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté.

Tout retard dans la fourniture de cet acte conduit à l'application des sanctions visées à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par arrêté ministériel. »

#### ARTICLE 5 : Délais et voies de recours (art. L.171-11 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de plein juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### ARTICLE 6 : Information des tiers (art. R.171-1 du code de l'environnement) et Exécution

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société SAS LUGAN.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général,
- monsieur le maire de la commune de Tavel,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

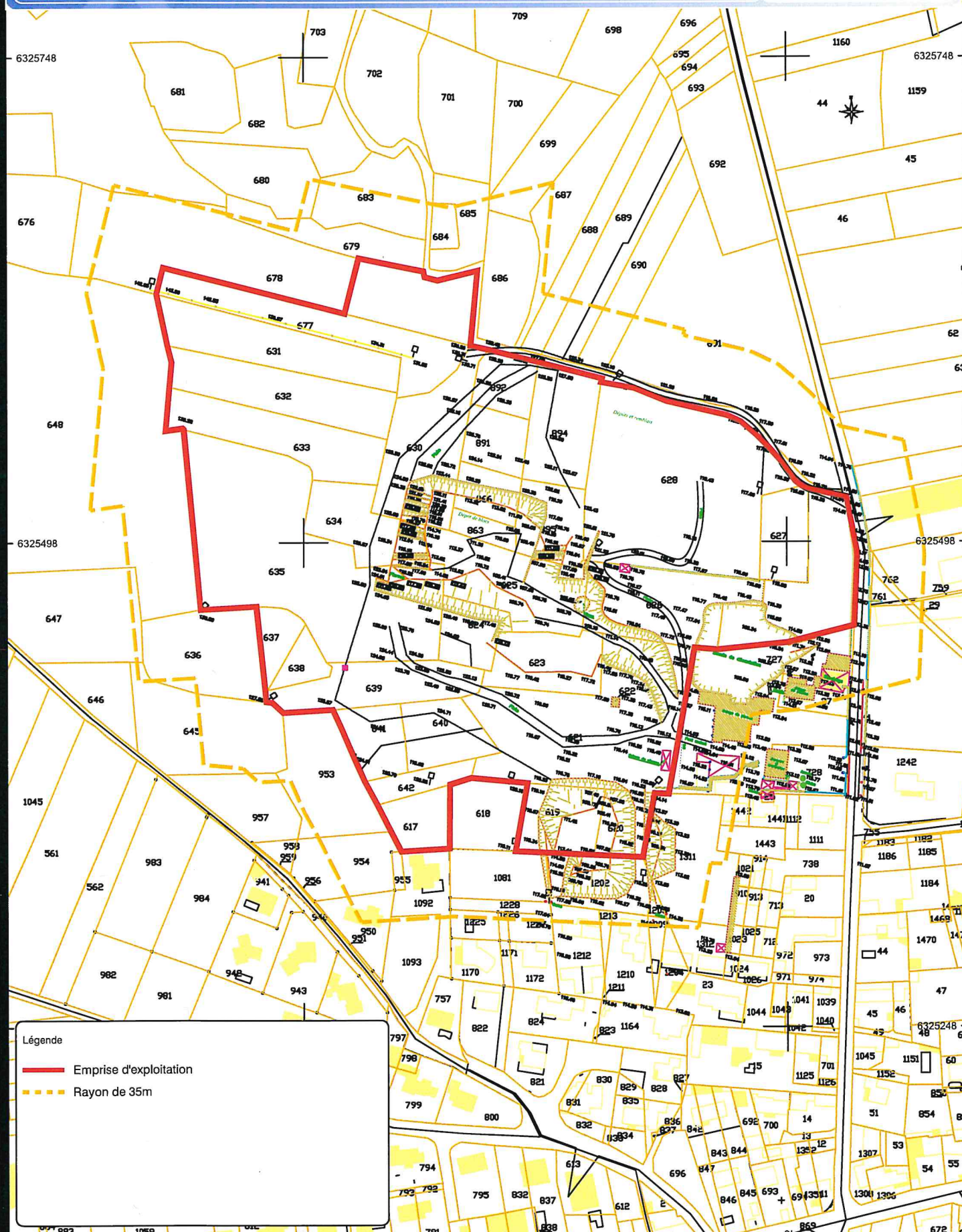
La préfète  
Pour la Préfète,  
la Sous-Préfète,  
secrétaire générale adjointe  
Chloé DEMEULENAERE







PLAN D'ENSEMBLE

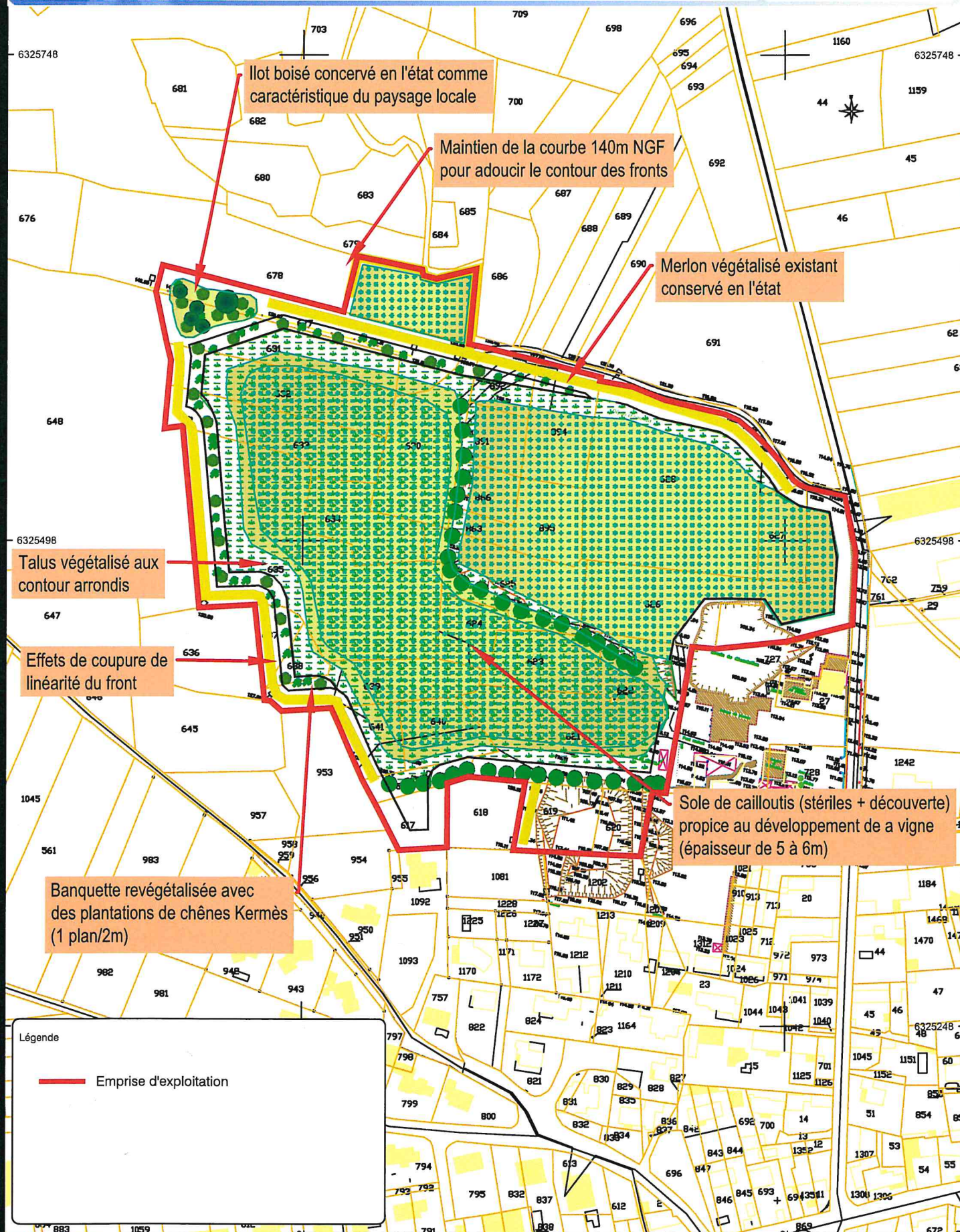


Légende

- Emprise d'exploitation
- - - Rayon de 35m



## PLAN DE REAMENAGEMENT



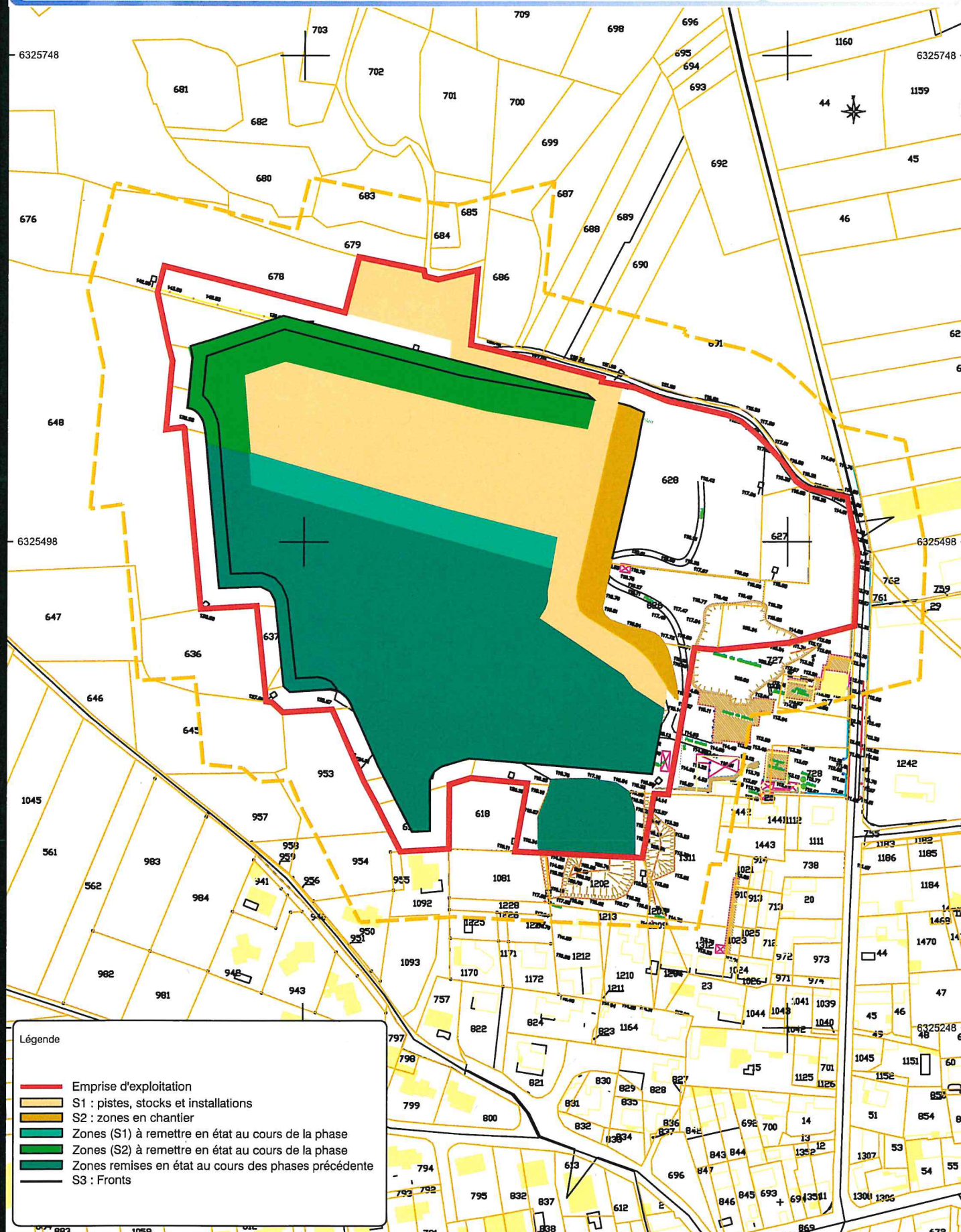


**Légende**

- Emprise d'exploitation
- S1 : pistes, stocks et installations
- S2 : zones en chantier
- Zones (S1) à remettre en état au cours de la phase
- Zones (S2) à remettre en état au cours de la phase
- Zones remises en état au cours des phases précédente
- S3 : Fronts



PLAN DES GARANTIES FINANCIÈRES - PHASE 5



Légende

- Emprise d'exploitation
- S1 : pistes, stocks et installations
- S2 : zones en chantier
- Zones (S1) à remettre en état au cours de la phase
- Zones (S2) à remettre en état au cours de la phase
- Zones remises en état au cours des phases précédente
- S3 : Fronts



PLAN DES GARANTIES FINANCIERES - PHASE 6

